

Assemblée Dégustation Mercier Frères 179, rue Nationale, LILLE Lustrerie Papiers peints

L'appel du Parti socialiste pour les Elections cantonales

PROMESSES ET REALISATIONS On lira dans notre Chronique électorale les principaux passages de l'appel que le parti socialiste adresse aux travailleurs du Nord pour les élections cantonales. Cet appel contient surtout des promesses qui n'ont même pas le mérite d'être nouvelles. Mais sont-elles réalisables? Leur exécution ne dépend-elle que du parti socialiste? Est-elle d'accord avec l'intérêt général? Voilà ce qu'il y a lieu de se demander pour juger de la valeur de ces promesses et du degré de confiance que les électeurs doivent leur accorder.

Il paraît, d'abord, qu'en votant pour les candidats du parti socialiste, on dira que l'on entend poursuivre la lutte contre la société capitaliste. Entendu; sinon, ce ne serait pas la peine d'être socialiste. Mais qu'offrent-ils aux travailleurs, qui ne sont pas socialistes pour les attirer dans la berceuse de MM. Blum, Renaudel, Salengro? Par quel moyen proposent-ils de remplacer la société capitaliste? « Par une société où, les grands moyens de production et d'échange étant propriété commune, les hommes, au lieu de «entre-déchirer, vivront en paix dans une société meilleure, plus humaine et plus juste. » Qui? Comme en Russie alors où le socialisme n'étant pas réalisé, tout est propriété commune, des centaines de milliers de communistes qui ont pris la place du Tsar, des gueses et des bureaucrates.

Avec cette différence désavantageuse pour les travailleurs que les autres sont interdites et les socialistes sont facilités, qui grand nombre d'ouvriers doivent produire jusqu'à s'épuiser, au témoignage même de l'organe communiste du Nord (13 mai), et que le nombre des déportés en Sibirie qui était, sous le régime tsariste, de mille à deux mille, a passé à 50.000 sous le régime de Lénine et de Zinoviev. Sans parler du reste.

La promesse socialiste d'une société meilleure n'est réalisable qu'à rebours. — En attendant cette société « plus humaine » — « tout le socialisme », comme dit l'appel de la Fédération du Nord, — celle-ci promet la construction d'habitations ouvrières, la révision de la loi sur les accidents de travail et les assurances sociales.

Rappelons simplement que les principales lois sociales ou ouvrières dont les socialistes attribuent tout le mérite ont été pour les premiers promoteurs les catholiques sociaux tels qu'Albert de Mun, La Tour du Pin, de Ramel, l'abbé Lemire et leurs émules.

Le socialisme n'a fait qu'orienter les idées réformistes dans le sens de la lutte des classes qui les rend stériles pour le bien. Les dirigeants de la Fédération du Nord promettent ensuite le service militaire de huit mois. Avant 1914, les socialistes ont fait aussi tout ce qu'ils ont pu pour nous désarmer — au lieu de nous faire valider, cela a servi à faire des hommes de guerre. Mais quand l'invasion est venue, c'est eux qui ont eu le plus fort contre l'Etat-Major, comble, disaient-ils, de nous avoir laissés sans canons, sans munitions.

Ils annoncent encore le tour de force que nous signalions il y a deux jours et qui consiste à diminuer le montant de la dette de la plus lourde de tous, l'impôt sur le capital, que tout le monde paiera directement ou par répercussion. Avant de croire à la possibilité de ce tour de force, les électeurs des classes moyenne et ouvrière feront bien d'attendre de savoir s'il est possible.

Comme aussi avant de croire à la paix durable par le socialisme qui consiste à faire des offres aux agresseurs et aux ambassadeurs, ils feront bien d'attendre que l'on ait réussi à déjouer les volours en leur offrant la moitié de son portefeuille. Pour conclure, les dirigeants socialistes du Nord affirment que les élus du parti « entraineront l'Assemblée parlementaire dans tout ce qu'elle fait de bien, de juste, de utile. » Rien que cela!

Mes petite amie m'écrit : Beau, bien fait et jolis sur ses deux compagnons de la table du bon de la table.

Mais nul n'est forcé de croire que tout est possible. L'on est libre de croire ce que l'on veut, mais il faut être raisonnable. L'opinion que le bien, le juste, le juste ont été inventés avant le socialisme, que les socialistes n'ont pas fait bâtir le plus grand nombre de maisons ouvrières dans notre région; qu'on ne les a pas attendus pour créer des dispensaires, pour fonder des hôpitaux, pour organiser la mutualité, pour doter le Nord, en un mot, de son magnifique réseau d'ouvrages de prévoyance et d'assistance sociale.

Aux promesses des révolutionnaires socialistes, les réformateurs qui travaillent dans l'ordre ont depuis longtemps répondu par des réalisations. Ils sont prêts à continuer. Et ceci vaut mieux que cela.

A. T.

LES CHANGES Mercredi Jeudi Livre... 108.75 108.60 Dollar... 22.28 21.92 Belgique... 99.45 99.175

BILLET PARISIEN Les créanciers impatients

(D'UN REDACTEUR SPECIAL) PARIS, 2 JUILLET (MINUTE).

On nous a confirmé aujourd'hui, du Quai d'Orsay, l'information publiée par le Times, et selon laquelle une note circulaire a été adressée par le Gouvernement britannique aux puissances alliées qui sont déléguées. Cette note, qui n'a pas été publiée, est adressée à la Grande-Bretagne au sujet du moment où, précisément, nous sommes en pleine reconstitution financière pour nous présenter la note à payer; car nul n'ignore que la « note circulaire » nous est surtout destinée.

Si d'autres que nous sont attendus à une réclamation de créanciers impatients, c'est parce que ces derniers veulent démontrer au monde entier qu'ils en ont assez fait et qu'ils ne distinguent pas entre leurs débiteurs. Mais, aussi bien, la démarche faite au mois de mai dernier auprès de nos Alliés par les Etats-Unis, au sujet de la dette de l'Angleterre, dans les deux cas, il s'agit d'un appel à l'ordre et à la France.

L'intervention du Gouvernement britannique est motivée par l'état de l'opinion de l'autre côté de la Manche. Dans les journaux anglais, on exprime fréquemment la crainte que les Etats-Unis, à qui la Grande-Bretagne pour ainsi dire, a été le grand débiteur, ne se lassent de payer les dettes de l'Angleterre. Il serait inadmissible, disent-ils, de laisser les Etats-Unis, les gazettes libérales surtout, que la Grande-Bretagne, qui ne réclame des paiements que pour rembourser les Américains, fut nous bien servie.

Tel est l'état d'esprit régnant dans le pays. Il a obligé le Gouvernement britannique à une démarche qui n'a pas été faite sans quelque répugnance. D'ailleurs, on s'empresse de proclamer dans les milieux officiels anglais que cette démarche n'a rien de dramatique et que, si l'on invite la France à discuter paiement, on ne la met nullement en demeure de payer.

On est pas moins sûr que l'on recueillera chez nous, dans l'entourage même de l'ambassade britannique, un geste diplomatique qui, dans les circonstances présentes, est un peu caractéristique. Notre intention n'a d'ailleurs jamais été de négocier l'Angleterre dans le règlement de nos dettes, mais ce que nous ne considérons pas sans intérêt, c'est cette sorte d'émulation qui s'est instituée entre les deux grands peuples vaincus pour nous mieux faire sentir notre dépendance financière.

NOTRE SOUSCRIPTION Montant des listes précédentes... 70.772 fr. Nouveauté et Cie... 5.000 » La Lanterne de Roubaix... 3.000 » Compagnie Générale des Industries textiles (Allard, Rousseau)... 2.000 » Etablissements Fouard... 1.000 » Fernand Desvignes... 500 » Pierre Desrousseaux-Ranson... 500 » Paul Desquesnes, 140, rue du Colège... 50 » S. A. P... 50 » Denis Tandie... 10 » Gaston Venant, automobiles, rue de Lille, Roubaix... 20 » Verheye, 35, rue d'Alsace... 100 » Ann-Marie Debaucourt, Croix... 5 » Une jeune fille, M. P... 10 » J. P. M. A... 10 » Souvenir de Maurice, Marguerite Suzanne et Denise, Croix... 5 » Gloire à Dieu... 30 » Pour notre guérison... 5 » Pour obtenir une grâce... 20 » Duhamel-Lardé... 10 » Fantaisies Parisiennes... 10 » Mlle Lesouche... 10 » Maison Gros... 10 » Renier et Christiane Brunel... 5 » 83.127 fr.

LE PACTE DE SECURITE LE REICH VA REPOUDRE

Londres, 2 juillet. — Le rédacteur diplomatique de la Westminster Gazette a fait prévoir une réponse du gouvernement allemand à la note française dans quelques semaines.

Il souligne que le ton en sera amical, mais qu'il y a certains points sur lesquels l'Allemagne demandera de plus amples informations.

MOTS POUR RIRE A L'EXPOSITION

Qu'est-ce donc que ce nouveau bijou de forme serpentine, que vous portez sur votre fourreau, chère amie? — C'est un... lézard décoratif.

SIMPLE AVEU — La vous aime à ce point, mon cher, avec tout mon esprit. — Décidément vous ne m'aimez qu'en.

Les socialistes et le Gouvernement

Bourges, 2 juillet. — La Fédération socialiste du Cher (S.F.I.O.) s'est prononcée à l'unanimité contre les projets de M. Caillaux et pour la cessation de la politique de soutien, sans que cette rupture implique une opposition systématique au groupe parlementaire à l'égard de tout gouvernement qui s'attachera à réaliser l'amélioration financière par des mesures rigoureuses à l'égard des classes possédantes.

La Fédération a voté également, concernant les affaires marocaines, un ordre du jour demandant que le parti socialiste entame une action vigoureuse en vue de la cessation des hostilités, réclamant notamment la satisfaction d'une autorité civile à l'autorité militaire pour l'administration du protectorat.

Un grand débat sur le Maroc AU SENAT

M. Henry Chéron flétrit la propagande communiste M. Painlevé expose la « vérité » sur notre action au Maroc

La séance est ouverte à 15 h. 10, sous la présidence de M. de Selves.

UNE COMMISSION DES LOGEMENTS

Le Président annonce que les diverses Commissions auxquelles a été renvoyé l'examen de la question de la nomination d'un haut-commissaire.



M. HENRY CHERON

saire aux logements se recourent toutes. (Bires.) Dans ces conditions, le bureau proposera la nomination d'une Commission spéciale de nomination.

LA DISTRIBUTION DES BULLETINS DE VOTE ET DES CIRCULAIRES ELECTORALES

On discute la proposition de MM. Laboulière et Coquery, tendant à approuver aux élections cantonales et municipales des jour des 5 juin 1923 et 20 mars 1924 sur l'envoi et la distribution des bulletins de vote et des circulaires électorales.

L'ACTION DE LA FRANCE AU MAROC

L'ordre du jour appelle la discussion de l'interpellation de M. Briand sur notre action diplomatique et militaire au Maroc.

Un hommage aux héros du Maroc

J'ai estimé, dit M. Bluyssen, que le Sénat serait heureux de coopérer par son vote aux succès de l'œuvre entreprise au Maroc, je suis convaincu que l'Assemblée voudra tout d'abord adresser un témoignage de gratitude au maréchal Lyautey, aux officiers et soldats qui combattent si courageusement pour les droits de la France.

Un magnifique discours de M. Henry Chéron

M. Henry Chéron, président de l'Union Républicaine (républicain de gauche, groupe Poincaré-Millierand) prend la parole.

Il faut réprimer la propagande communiste

« Nous discutons en ce moment, dit-il, une interpellation qui ne peut se terminer que dans un accord unanime, puisqu'il s'agit de la défense du drapeau et du prestige de la France. Puis M. Chéron s'adresse au ministre.

Le rôle néfaste de l'Humanité

« C'est intolérable, poursuit M. Chéron, il faut dire dans ses racines le mal qui menace notre civilisation; il faut que le Gouvernement fasse son devoir en mettant fin à une action qui mériterait le pays à la mort. Tous les jours dans l'Humanité des articles recommandent à nos soldats la trahison, nos officiers sont calomniés et injuriés. On représente l'imperialisme français comme le seul ennemi à combattre et on exalte le drapeau rouge de la République rifaine. Les communistes souhaitent la défaite de la France! Voilà des paroles abominables.

La propagande infâme d'un instituteur

Comme plusieurs sénateurs accusent M. Chéron de « faire de la réclame » pour les communistes, en leur prêtant trop d'attention, celui-ci répond :

« Vous êtes mes défenseurs? Même sans nos administrations publiques la propagande que je viens de dénoncer fait des ravages. Le 14 juin, un instituteur nommé D... a proclamé dans une réunion publique : « Nous créerons dans le pays une vague de défaitisme qui obligera le Gouvernement à mettre bas les armes. En attendant, fraternisez avec ceux qui sont en face de vous. » M. Chéron. — Pour moi, je dois à un homme qui tient de parer le pays à la mort, de faire la classe aux enfants de la République.

La main de Moscou

Je signale d'autre part que le tri des lettres dans certaines villes que je ne nommerai pas, était fait. Il n'y a pas bien longtemps encore, par un employé des P.T.T., communiste notoire. Prenez garde d'ouvrir en face du Gouvernement de droit un Gouvernement de fait détenteur de la poste, de la force publique. Ce jour-là la révolution sera faite.

AU MAROC Une attaque générale semble imminente

25.000 fusils rifains sont en ligne sur notre front

Rabat, 2 juillet. — Selon les renseignements parvenus à Fez, les villages de Ghornera et Cote seraient vides, leurs habitants seraient envoyés chez les Beni-Zerroul ou sur l'Ouedzha. Plusieurs Rifains ont déclaré que les tribus du Rif sont actuellement très éprouvées.

Abd-el-Krim utilise pour sa propagande le fait qu'il fait face aux Espagnols et aux Français à la fois et il annonce qu'il chassera les uns et les autres bientôt du Maroc.

Une information récente indique qu'Abd-el-Krim a l'intention de passer les fêtes de l'Aïd à Tétouan et à Taza et qu'il aurait renoncé à la célébration de cette fête à une date indéterminée. Abd-el-Krim aurait actuellement réparti devant notre front nord des forces atteignant 25.000 fusils, dont un grand nombre de Rifains.

PREPARATIFS D'ATTAQUE GENERALE

Rabat, 2 juillet. — Toutes les nouvelles qui parviennent de la région des Djeballas et de celle des Andjeras concordent pour laisser prévoir une attaque sur tous les fronts au lendemain de l'Aïd-el-Kebir.

Les Beni-Idder protestent aussi contre l'insurrection à Adjir de plusieurs caïds militaires accusés de manque d'énergie pendant les combats qui se sont déroulés autour de Dar-ben-Karrah et devant Tétouan. L'arrivée de nombreux combattants rifains est signalée à Cherchoua.

UNE VISITE DES HOPITAUX PAR LA MISSION SANITAIRE

Rabat, 2 juillet. — La mission composée de MM. Clauou, Gardiol et Péronne, délégués par la Commission d'hygiène à la Chambre, a visité les hôpitaux de Fez et l'aviation sanitaire de Dar-Mahres, dont la mission constata l'admirable fonctionnement.

ABD-EL-KRIM ACCEPTERAIT LA PAIX

Rabat, 2 juillet. — Il est à peu près certain que les conditions de paix offertes par Abd-el-Krim à l'Espagne au cours de l'entrevue qu'il a eue récemment avec M. Echevarrieta ne seront pas acceptées. Abd-el-Krim exige la reconnaissance d'un Etat indépendant du Rif, qui aurait pour frontières, à l'ouest, la ligne Primo de Rivera, et à l'est, l'Oued Kert, englobant les tribus de Beni Said Beni Ouliche et Tafersit, actuellement occupées par l'armée espagnole.

LES NEGOCIATIONS FRANCO-ESPAGNOLES

Rabat, 2 juillet. — Parmi les questions délicates, figure celle du droit de suite que réclament les Espagnols pour pénétrer dans la zone internationale, à quoi s'opposent les Anglais. Quant aux Italiens, qui n'ont pas renoncé à rentrer dans l'affaire de Tanger, ils saisissent l'occasion d'intervenir. Par ailleurs, il semble que le Directeur ait renoncé à l'idée de tenter une ultime irradication avec Abd-el-Krim.

Des explications de M. Briand sur la répression communiste

Le comte de Blois. — La possibilité d'une entente avec l'Angleterre et l'action du Gouvernement auprès de l'ambassade des Soviets, voilà les deux points sur lesquels je demande des explications à M. le Président du Conseil.

La parole est à M. Briand dont le discours produit une profonde impression.

M. de Blois, dit-il, comprendra que le terrain sur lequel il est placé est assez délicat et qu'il est difficile de le franchir. L'Angleterre et la France, il serait désirable pour leur succès même qu'elles ne fussent pas défavorisées en séance publique, quand on voit qu'une partie de la population est engagée entre le globe à briser la civilisation européenne, quand on voit en ce moment le plan, il faut procéder avec sagesse, mais avec prudence.

La coopération de l'Espagne

Parlant ensuite des opérations du Maroc, M. Briand dit :

« Il est à regretter que nous n'ayons pas assez tôt pris contact avec l'Espagne. Il est naturel que la France et l'Espagne se rapprochent et se concertent au sujet du Maroc. Des mesures ont été débattues, une surveillance efficace de la bande de guerre a été obtenue.

L'ORDRE DU JOUR EST ADOPTE A L'UNANIMITE

M. de Selves donne alors lecture de l'ordre du jour, qui a été adopté à l'unanimité de 200 voix.

Il faut remarquer que l'ordre du jour n'a été présenté que par les membres des quatre groupes de gauche. L'ordre du jour est mis aux voix et adopté au scrutin public à l'unanimité de 200 voix.

Le Sénat règle son ordre du jour de la prochaine séance qu'il fixe à demain vendredi à 15 h. On y recorra, après-midi, le budget voté par la Chambre.

LA COUPE MICHELIN 1925-1926

Paris, 2 juillet. — Le capitaine Pelletier d'Oisy a envoyé son engagement à l'Aéro-Club pour la Coupe Michelin 1925-1926. Il va partir incessamment.

LE FRANC A REMONTE dans la journée d'hier

A 108,75 mercredi il était à 106,60 jeudi soir

Contre toutes les prévisions des milieux cambistes, le franc a accusé, jeudi, une avance marquée bien faite pour donner confiance.

Cette hausse de notre devise doit être attribuée en grande partie à ce fait que les milieux financiers de New-York ont été vivement impressionnés par la démarche de notre ambassadeur à Washington, M. Diez, et par celle de M. Kellogg, secrétaire d'Etat aux Finances, que la France est disposée à envoyer, à Washington, une commission en vue de la consolidation de sa dette à l'égard des Etats-Unis.

POURQUOI LE FRANC A BAISSE

Paris, 2 juillet. — Interrogée par un de nos confrères parisiens, une compétence financière a attribué la baisse du franc ces temps derniers, aux besoins du commerce, ainsi qu'aux paiements par le Trésor de l'échéance à laquelle nous avions à faire face le 30 juin, à New-York, au titre de la dette commerciale, et qui était une des plus fortes de l'échéance.

Les grandes banques new-yorkaises, surprises que nous ne leur demandions pas de renouvellement, ont exploité la situation et nous ont fait payer aussi cher que possible notre dette.

UNE DECLARATION DE M. PAINLEVÉ

M. Painlevé, interrogé sur la question de l'assainissement financier, a déclaré que, si l'on compare les charges qui pèsent sur la France et, d'autre part, ses immenses ressources, une conclusion s'impose.

C'est que la valeur de notre franc est notablement supérieure à celle qu'indiqueraient les changes. Cette simple constatation entraîne des conséquences singulièrement réconfortantes, mais il s'agit de traverser d'un pas ferme les difficultés présentes, difficiles qui résultent de l'échec de notre devise, de sa non-actabilité et qui deviendrait graves si on ne lui opposait pas des mesures immédiates et efficaces.

L'EMPRUNT SERAIT EMIS AU-DESSOUS DU COURS ACTUEL DU DOLLAR

Paris, 2 juillet. — Au sujet de l'émission du nouvel emprunt-or, on fait remarquer que plus la parité du dollar choisie à cet effet serait élevée, et mieux le souscripteur recouvrerait de titres du nouvel emprunt pour une somme déterminée de francs en bons de la défense. C'est pourquoi le ministre aurait décidé d'émettre cet emprunt à un cours sensiblement inférieur à la valeur actuelle du dollar.

M. CAILLAUX IRAIT LUI-MEME A WASHINGTON

Paris, 2 juillet. — Si une mission doit aller à Washington, il semble que pour négocier avec la commission sénatoriale du Gouvernement américain, dans des conditions convenables à la dignité de la France, le ministre des Finances, lui-même, serait disposé à se déplacer. Encore faut-il que sa négociation ait été préparée convenablement par des échanges de vues diplomatiques.

Un échec des élections municipales

Paris, 2 juillet. — Au lendemain des élections municipales où elles furent battues à une faible majorité par le liste Flandrin, les organisations républicaines, à anticatégorielles de Marseille songèrent à relever les listes d'émargement. Le chiffre des votants leur apparaissait, en effet, formidable : plus de 100.000 alors qu'il y a quelques années, il atteignait à peine 80.000.

La loi autorise cette vérification, mais accorde seulement cinq jours après le scrutin, pour la faire. Pour aller plus vite, les protestataires demandèrent à simer les listes électorales. Après quelques résistances, la municipalité les laissa faire.

Les listes furent filmées par une équipe de cinématographes experts, puis projetées sur un écran. Et 800 employés furent chargés d'expliquer des lettres aux 100.000 votants. Dix-huit mille revirent avec la mention « Inconnu » ou « Mort ».

DES SOCIALISTES PARISIENS FAISAIENT VOTER LES MORTS

Paris, 2 juillet. — Au lendemain des élections municipales où elles furent battues à une faible majorité par le liste Flandrin, les organisations républicaines, à anticatégorielles de Marseille songèrent à relever les listes d'émargement. Le chiffre des votants leur apparaissait, en effet, formidable : plus de 100.000 alors qu'il y a quelques années, il atteignait à peine 80.000.

La loi autorise cette vérification, mais accorde seulement cinq jours après le scrutin, pour la faire. Pour aller plus vite, les protestataires demandèrent à simer les listes électorales. Après quelques résistances, la municipalité les laissa faire.

Les listes furent filmées par une équipe de cinématographes experts, puis projetées sur un écran. Et 800 employés furent chargés d'expliquer des lettres aux 100.000 votants. Dix-huit mille revirent avec la mention « Inconnu » ou « Mort ».

Le Comité fit une enquête communautaire à l'adresse des disparus. Il ne tarda pas à avoir la conviction que plus de 17.000 citoyens avaient été filmés par ces « révolutions » au profit de la liste cartelliste. L'adjoint aux listes électorales de la municipalité Flandrin n'avait-il pas déclaré impudemment :

« Nous tenons les urnes et les listes électorales, nous serions bien tentés si nous nous laissions battre! »

L'élection de la liste Flandrin fut aussitôt attaquée devant le Conseil de préfecture l'abbé viennois, dit-on, devant le Conseil d'Etat.

Pour les enfants du général Mangin Paris, 2 juillet. — La Chambre de Commerce de Paris a voté une somme de 10.000 francs en faveur de la souscription qui s'est ouverte sous les auspices des marchands de France, pour les enfants du général Mangin.



JEN TSCH SUEN chef du mouvement communiste chinois en France, organisateur du coup de force contre l'ambassade, qui a été arrêté.